



uniterre

DECEMBRE 2023  
N° 4 68<sup>e</sup> ANNEE

[WWW.UNITERRE.CH](http://WWW.UNITERRE.CH)

EAU ET AGRICULTURE  
De Montagne

TÉMOIGNAGE  
L'Eau et la vie, Mexique

FORMATION F.A.M.E.  
Retour de la première volée

BILAN DE NOTRE CAMPAGNE  
Pour des prix équitables

APPEL A DONS

# LE JOURNAL PAYSAN INDÉPENDANT

# AU COEUR DE TOUT, L'EAU!

## EDITORIAL

VANESSA RENFER  
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Le château d'eau de l'Europe n'échappe pas aux bouleversements climatiques. Nous vivons désormais des étés où il fait soif, et cela ne fait que commencer. Paysannes et paysans doivent dès à présent composer avec cette nouvelle donnée: l'eau que nous avons longtemps tenu pour acquise pourrait nous faire sérieusement défaut à l'avenir, et nous allons devoir nous y adapter. Notre énorme consommation quotidienne va en prendre un sacré coup.

Source de vie, l'eau n'a de cesse de nous étonner. De formule chimique extrêmement simple, elle possède la particularité unique de connaître sa densité maximum à l'état liquide, à la température de 4°C. En dessus ou en dessous, elle est plus légère. Elle recouvre près de 70% de notre globe, par les océans essentiellement, là où la vie terrestre est née. De façon similaire, elle représente peu ou prou la même proportion de notre masse corporelle. Nous avons appris tout cela à l'école.

Mais l'eau recèle bien d'autres mystères, telle cette étonnante mémoire. Une fois polluée, malgré tous nos efforts pour la nettoyer et la revitaliser, elle ne sera plus jamais tout à fait la même. Une hypothèse scientifique qui ne fait pas forcément l'unanimité, mais qui en tout cas ne peut que nous interroger. Il serait donc impossible de se dédouaner derrière de brillantes avancées technologiques en matière de traitement de l'eau, dans des stations d'épuration toujours plus performantes.

Rare et quasi miraculeuse, l'eau va donc faire l'objet d'une lutte toujours plus âpre pour en bénéficier. L'enjeu est colossal. Il est tout à la fois politique, social, écologique, mais aussi économique. Gouvernements, citoyen-nes et groupes d'intérêt divers vont devoir se mettre autour de la table et anticiper les problèmes qui ne manqueront pas de survenir. L'agriculture paysanne que nous défendons aura dans ce débat une très belle carte à jouer, car nous pourrions mettre en avant des pratiques respectueuses et efficaces. Mais aurons-nous suffisamment de poids face aux intérêts économiques de certains industriels? C'est là tout le débat qui se joue, et que nous vous invitons à découvrir dans ce nouveau numéro du journal d'Uniterre, au travers de quelques éclairages très spécifiques. Des canons à neige de Leysin au Mexique, des méga-bassines françaises aux petites fermes de nos montagnes, suivez-nous au fil de l'eau. •



## RETROSPECTIVES:

Lancement de la campagne "Des prix équitables maintenant" devant le Palais fédéral à Berne le 17.8.2023  
Remise du prix pour la "politique de l'autruche" de Coop, Bâle, 26.10.2023  
1ère classe de F.A.M.E. , voir à ce sujet le texte page 5

# EAU ET AGRICULTURE

## DE MONTAGNE

PROPOS RECUEILLIS PAR VANESSA RENFER  
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

**P**aysanne bio dans la montagne au-dessus de Bex, Martine Gerber raconte son quotidien et les difficultés inhérentes à sa situation quant à l'accès en eau.

**En quelques mots, peux-tu présenter ta ferme, ce que tu y produis, l'environnement dans lequel tu évolues et travailles ?**

La ferme où j'habite et où je travaille n'est certainement pas représentative des exploitations agricoles ordinaires. C'est un petit bout d'un domaine en perdition que j'ai pu acheter il y a 25 ans à un couple âgé. Il est situé à 1000 m d'altitude et orienté plein sud. Tout y est compliqué et mal pratique : l'accès, les talus, le manque de place, la vétusté des granges... Tout y est beau : les prairies maigres en pente, les vieux arbres et les jeunes, les fleurs, les fruits, les légumes, les moutons et les ânes, les humains et la chienne, toute cette cohabitation et la vue sur les Muverans, le transporteur et la souffeuse à foin. C'est un petit domaine catégorisé comme non rentable, de 8 ha, travaillé en bio, destiné à disparaître, mais pourtant autonome, où chaque être a son utilité et prend ses responsabilités. Des bénévoles et des civilistes me soutiennent dans la gestion de ce petit monde un peu étriqué, surtout laborieux, parfois poétique.

**Comment se présente l'accès à l'eau pour ta production ?**

La surface des cultures annuelles et pérennes n'est pas très importante, mais malgré tout, il serait agréable d'avoir un système d'irrigation efficace, ce que je n'ai pas. La source qui coule à la fonte des neiges et me remplit des cuves se tarit en juin déjà. C'est une eau profonde dont la trajectoire a été écrasée par la construction de la ligne du train à crémaillère qui passe en haut du terrain, selon l'ancienne propriétaire. Je l'ai tout de même captée et cette réserve d'eau printanière me sert à arroser les semis. Par manque de temps et de moyens, je me contente d'une réserve de 2'000 litres pour la source.

Depuis quelques années, j'ai installé deux citernes pour récolter les eaux des toits qui me permettent de stocker 8'000 litres. C'est parfois insuffisant en été et selon les années j'ai besoin de recourir à l'eau du réseau pour les cultures annuelles, mais c'est rare. J'arrose avec parcimonie, selon les besoins spécifiques. Ma vieille fosse septique sera réhabilitée en citerne dès l'année prochaine et augmentera les réserves d'eau de pluie. Par ailleurs, les cultures de petits fruits sont irriguées par le trop-plein d'une des citernes et certaines des autres cultures, comme les plantes tinctoriales, bénéficient de l'ombre des arbres fruitiers ou de haies. Les arbres fruitiers sont les espèces qui ont le plus soufferts de la chaleur et de la sécheresse ces dernières années. Ils abandonnent certaines de leurs branches et essaient de survivre en étant plus modestes. Année après année je ressens le réchauffement de cet environnement : les étés très chauds et secs font souffrir les cultures, tandis qu'en hiver, les températures clémentes profitent à certaines variétés, pour le meilleur et pour le pire. En ce qui concerne le bétail, des moutons et des ânes, la sécheresse et la chaleur n'est encore que peu perceptible, mais le manque d'herbe et de repousse pourrait changer la donne à l'avenir. La gestion du troupeau est clairement plus compliquée en hiver, du fait des grandes variations de température. J'avoue que trouver des réponses technologiques au problème d'approvisionnement en eau n'est pas de mon ressort.

Les réponses sont parfois bluffantes il est vrai, et quelques fois aussi très énergivores à la construction... ce qui me laisse dubitative. Ma contribution est plutôt d'essayer de m'adapter et d'adapter mes cultures aux défis climatiques. Pour autant, cultiver des plantes et élever du bétail adaptés aux conditions climatiques n'est pas contradictoire avec la recherche de nouvelles solutions techniques, évidemment. La question de l'approvisionnement en eau doit être au centre de toute politique publique, mais elle doit aussi être l'affaire de toutes et tous, à commencer par la sobriété de son usage.

**Ya-t-il des inégalités de traitement dans le domaine de l'accès à l'eau ? Des secteurs privilégiés au détriment de l'agriculture ?**

La société de loisirs et de bien-être dans laquelle nous évoluons plaide pour des valeurs sans avenir. Selon moi, ce domaine est celui où la charge culturelle, les mentalités, les habitudes ont un immense potentiel de changement. La consommation des ressources telle que l'eau est au cœur des projets de développement touristique et autres attractions. La pénurie d'eau qui guette est en soi un problème mineur, ce qui n'est pas mineur du tout, c'est l'enchaînement du dérèglement de l'approvisionnement des ressources. Nous n'allons pas manquer que d'eau.

L'industrie est immense consommatrice d'eau et contribue au déséquilibre écologique. Chacun.e doit balayer devant sa porte, urgemment. De toute évidence, l'agriculture n'a pas encore pris la mesure du danger. De mon point de vue, la diversité de l'agriculture est l'une des réponses pour redresser cette situation critique et la politique agricole devrait tendre à protéger les petites exploitations pour leur caractère résilient aux changements et encourager les projets paysans novateurs en termes sociaux et agricoles.

**L'accès à l'eau est-il garanti à moyen ou long terme ?**

Pour ne parler que de ma ferme, non, il n'y a pas de garantie que l'eau coule en suffisance sur les prairies des Posses à l'avenir. La Suisse, et en particulier les régions de montagne, sont particulièrement exposées au réchauffement climatique et donc à la pénurie d'eau. De mon point de vue, utiliser l'eau du réseau pour l'agriculture est une aberration, cela augmenterait significativement le coût de production mais surtout, signifierait le manque d'autonomie et de résilience de la ferme. Pour ma part, je pense qu'il faut agir en amont pour freiner le réchauffement climatique et ses conséquences, par des efforts consentis au quotidien, efforts qui à y regarder de plus près, se transforment en bénéfiques, puisqu'ils contribuent à ce que je me considère partie intégrante de la nature : je suis l'environnement qui m'entoure. Cela ne suffit pas. En plus, j'en appelle à l'ingéniosité de chacun et chacune, afin de trouver des solutions locales, collectives ou individuelles, qui devraient être validées par les autorités compétentes, rapidement et sans bureaucratie de principe. •

## CANONS À NEIGE ? UNE SOLUTION DÉPASSÉE !

PROPOS RECUEILLIS PAR TÉLÉPHONE PAR VANESSA RENFER  
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

**U**n projet pharaonique prévoit l'installation et la mise en service de 177 canons à neige sur le domaine skiable de Leysin-Les Mosses. De nombreuses voix s'opposent à cette vision dépassée de la montagne. Une bergère nous raconte son combat.

Anne-Christine Nicole Della Valle est au milieu des génisses qu'elle garde en ce début du mois de septembre, cela s'entend aux nombreuses cloches qui carillonnent et jalonnent la conversation. Tout en accomplissant le tour de ses pâtures, elle livre son regard sur la démesure des humains. Pour garder leurs avantages financiers, les promoteurs ont monté ce projet au mépris du travail des exploitants agricoles et de l'environnement que cette conduite va traverser. Le constat est pourtant implacable : les stations de moyenne altitude ne disposent plus d'un enneigement naturel suffisant. Ces 177 canons sont une bien triste tentative de sauver une activité qui semble de toute façon vouée à disparaître. "Il faut que les gens réalisent que cette façon de s'approprier la montagne est totalement dépassée. Face au changement climatique, nous devons apprendre de nos erreurs et non poursuivre avec notre religion du consumérisme".

Qu'en est-il de l'eau ? Pour alimenter les canons, il est prévu d'installer de longues conduites, plus de 22 km ! L'eau proviendra du Lac de l'Hongrin, qui est lui-même approvisionné par le Léman. Anne-Christine s'interroge : "Au printemps, lorsque cette neige artificielle fondra, quelle pollution laissera-t-elle sur nos prairies ?".

Par ailleurs, la bergère déplore le manque de transparence et de considération envers les exploitantes d'alpage : "Nous n'avons pratiquement pas été intégrées aux discussions, mais plutôt mis devant le fait accompli. Les besoins en eau sur les alpages n'ont été qu'un moyen de promotion alors que le projet ne prévoit rien en ce sens". Et quel terrible paradoxe de choisir comme pseudo-solution une technique hyper gourmande en eau et en électricité<sup>1</sup>, qui ne fera qu'accroître le phénomène contre lequel la station voudrait se prémunir ! Anne-Christine estime que nous sommes face à une échéance inéluctable : entre bouleversement climatique et raréfaction des ressources en eau, l'humilité s'impose comme la seule voie acceptable. "Nous aurions dû agir il y a plusieurs décennies pour contrer ces phénomènes. Maintenant, nous devons accepter de réduire drastiquement notre impact sur l'environnement, et privilégier ce qui compte vraiment. Le tourisme de masse n'en fait pas partie". •

### SOURCE:

<sup>1</sup> Selon le site canons-a-neige.ch : 250'000m<sup>3</sup> d'eau, et 1 à 2 millions de kWh, par an



# UN CONVOI AU FIL DE L'EAU

SAMUEL WHARRY  
JEUNE MEMBRE UNITERRE  
MEMBRE DU COLLECTIF NO BASSARAN

**D**u 18 au 26 août de cette année, une importante mobilisation s'est organisée pour lutter contre les méga-bassines et l'accaparement des ressources en eau dans l'ouest de la France. À contre-courant de ces nouveaux chantiers, une coalition de plus de 50 organisations, dont nos camarades de la Confédération paysanne, l'association "BASSINES NON MERCI !" et les Soulèvements de la terre, a lancé l'appel à participer au convoi de l'eau.

**CE FUT UNE RÉUSSITE!** La manifestation nous a rassemblés en nombre dans une ambiance festive et déterminée. Un immense cortège, composé de 700 vélos et de nombreux tracteurs tirant des chars, a traversé les territoires menacés par la sécheresse. Pendant ce périple, la caravane a été accueillie par des comités locaux lors des différentes étapes, allant de Sainte-Soline jusqu'à une manifestation finale au pied de la tour Eiffel à Paris (clin d'œil au cortège du Larzac en 1973) en passant par Poitiers, Tours et Orléans.

**ALORS QUE L'IMPACT DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE** se fait ressentir avec de plus en plus d'intensité par des épisodes de sécheresse, de feux de forêts, de crues dévastatrices liées à l'érosion des sols, les décideurs politiques ainsi que les lobbies qui défendent des intérêts privés s'entêtent à s'engouffrer dans cette impasse et à financer de nouveaux chantiers de méga-bassines. Sur ces territoires, ces projets risquent ainsi de mettre en péril l'accès au bien commun le plus précieux: l'eau. Pompée directement dans les nappes phréatiques, l'eau va servir à irriguer d'immenses surfaces de monocultures conventionnelles de maïs ou de tournesols, à perte de vue, risquant par conséquent d'assécher les cours d'eau et mettre en danger l'équilibre des écosystèmes.

**EFFECTIVEMENT, DANS CE PAYSAGE DÉSERT** transformé par des pratiques agricoles intensives, la dangereuse soif du modèle agro-industriel a changé le décor. Quelques gros exploitants irriguent massivement leurs monocultures, limitant ainsi l'accès à l'eau pour les autres paysannes. Le but du rassemblement était alors de pointer du doigt le problème de la répartition inégale de l'eau entre les agriculteur-rices, d'informer et de sensibiliser la population vivant dans ces régions (et au-delà) au danger que représentent ces projets de retenues d'eau pour l'environnement, et au non-sens de maintenir ces projets face à l'urgence écologique. On souhaitait également faire pression sur les décideurs politiques, afin d'obtenir un réel débat public sur la gestion de l'eau, comme l'a fait le cortège en campant devant l'Agence de l'eau Loire Bretagne située à Orléans.

**UN DES OBJECTIFS SUR LA ROUTE ÉTAIT DE S'OPPOSER** à des projets mortifères et climaticides comme les méga-bassines (stopper les chantiers en cours et empêcher de nouveaux chantiers de démarrer) en envoyant un message fort aux autorités. Mais aussi de dénoncer l'impact négatif d'autres projets de centrales de biogaz et de fermes-usines nuisibles présentes dans ces régions. En parallèle, proposer des alternatives concrètes comme la coopérative paysanne de Belêtre, une ferme collective rachetée par Terre de Lien, qui fonctionne avec des pratiques agroécologiques diversifiées (production de légumes, grandes cultures, pain au levain, etc) pour montrer que des solutions existent, qu'il est possible de faire différemment. À l'heure où j'écris ces lignes, petite victoire: la justice a annulé 15 projets de méga-bassines en Nouvelle-Aquitaine. Mais ne nous réjouissons pas trop vite, plusieurs sont toujours en cours dans la région et les promoteurs ne sont pas prêts de lâcher l'affaire. La bataille pour l'eau continue, et la défense des biens communs est plus que jamais d'actualité. •



## ET COMMENT C'ÉTAIT AVANT ?

ULRIKE MINKNER  
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

**S**ans eau, un être humain ne peut survivre que quelques jours tout au plus. L'eau, c'est la vie pour tous les humains, les animaux et les plantes. Pour en savoir plus sur l'approvisionnement en eau ici, sur le plateau jurassien, j'ai rendu visite à Jeanette. Elle a 79 ans et vit dans le Jura bernois. Dans la ferme où Jeanette a grandi, il y avait deux citernes. C'est là que les eaux de pluie et de fonte des neiges étaient recueillies par les deux grands pans de toit. Les deux citernes suffisaient à l'approvisionnement en eau tout au long de l'année. Elles avaient probablement une capacité de plus de 7000 litres. Depuis l'une d'elles, située en hauteur derrière la maison, l'eau pouvait s'y écouler directement. Pour l'autre citerne, il fallait utiliser une pompe manuelle. L'eau était également importante pour les vaches et le cheval. Une vache boit entre 50 et 100 litres par jour.

**POUR LES VACHES,** il y avait un puits à l'intérieur de l'étable et un autre à l'extérieur, dans le pâturage. Comme il n'y avait pas encore d'abreuvoirs individuels dans l'étable, en hiver les vaches étaient conduites à la fontaine, puis ramenées. Pour le bac au pâturage, il fallait pomper l'eau, ce qui était la tâche des enfants. Il fallait contrôler le niveau d'eau plusieurs fois par jour et, si nécessaire, pomper de l'eau supplémentaire. Les conduites gelées en hiver posaient problème et il fallait péniblement les dégeler le plus rapidement possible le matin avant qu'elles ne menacent d'éclater. Les gens utilisaient l'eau avec une extrême parcimonie. Ainsi, les membres de la famille se lavaient toujours avec un seau (de 5 litres) d'eau tiède dans la cuisine, il n'y avait pas de chasse d'eau pour les toilettes. Si malgré tout une pénurie survenait, l'eau était amenée sur la montagne avec des citernes tirées par des chevaux ou des bœufs. Mais selon Jeanette, c'était très rarement le cas. Bien sûr, on avait aussi besoin d'eau pour la lessive. Il y avait un jour de lessive une à deux fois par mois. Le linge était trempé la veille, dans un grand baquet à la cuisine, et lavé le lendemain à l'eau chaude de la cuisinière, avec des copeaux de savon ou une lessive à base de cendres (potasse, et plus tard soude). Il était ensuite rincé, essoré et étendu

à l'extérieur ou sur un étendoir. Le jour de la lessive représentait un gros effort pour la paysanne. Ce n'est que bien plus tard, selon Jeanette, après 1960, lorsque l'approvisionnement en eau a été garanti sur la montagne par un réseau de conduites, que les premières machines à laver sont apparues dans cette région.

**LE FAIT QUE NOUS AYONS AUJOURD'HUI DES DOUCHES** est un grand luxe pour Jeanette, mais elle y renonce en général. Elle se lave tous les jours au lavabo, elle prend sa douche avant d'aller chez le médecin ou lorsqu'elle est invitée (au maximum 1 à 2 fois par semaine). Aujourd'hui, selon les statistiques de consommation d'eau, les ménages privés consomment 140 litres par jour et par personne. Près de 30% de cette eau est jetée dans les toilettes chaque jour. La douche, le bain et les toilettes représentent plus de 50% de la consommation d'eau des ménages privés. (Source: Beobachter 2019). Jeanette me regarde d'un air très sévère et recommande de réfléchir à la façon dont on peut réutiliser l'eau. Ainsi, elle récupère l'eau de rinçage (des légumes par exemple) dans un bac et l'utilise pour le jardin ou les toilettes. En outre, nous devrions fermer le robinet lorsque nous nous brossons les dents ou nous savonnons les mains. Elle-même a installé des citernes modernes pour l'eau du toit et récupère ainsi l'eau pour le jardin.

**AUJOURD'HUI, CETTE COMMUNE DE MONTAGNE** est affiliée au SEF (Syndicat pour l'alimentation des Franches-Montagnes en eau potable). Les membres sont organisés en coopérative. L'approvisionnement en eau du SEF couvre un territoire d'environ 300 km<sup>2</sup>, réparti sur deux cantons et quatre districts. Le réseau d'adduction est long de plus de 100 km et alimente plus de 30 réservoirs. Actuellement, nous payons CHF 1.70 / m<sup>3</sup> l'eau potable. (www.eau-sef.ch) •



# L'AGRICULTURE GENEVOISE ET LA QUESTION DE L'EAU

RUDI BERLI  
MARAÎCHER ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Comment garantir de l'eau en suffisance et à un coût supportable pour la production locale de nourriture? De nombreuses régions de Suisse sont concernées. Voici un exemple concret au niveau du maraîchage dans le canton de Genève.

**L'ACCÈS À L'EAU ET L'IRRIGATION DEVIENT UN ENJEU CENTRAL** pour l'agriculture avec le réchauffement climatique en raison de la raréfaction des ressources en eau. A Genève, nous observons un déficit hydrique qui se situe entre 20 et 30% pour la neuvième année consécutive. En 2022, ce déficit a même atteint 50%. Il est combiné avec une température de 2°C supérieure à la moyenne, et des périodes de sécheresse marquées en été. Les cultures végétales sont très fortement impactées, mais également l'élevage, par la disponibilité des fourrages frais et stockés. La question de l'abreuvement devient également problématique. De même, le maraîchage très dépendant de la disponibilité en eau est très touché. Durant ces dernières années déficitaires, la consommation d'eau pour l'irrigation des cultures maraîchères a augmenté en moyenne de 30% avec une pointe en 2022. Dans ces conditions, la consommation par hectare peut aller jusqu'à 3'500m<sup>3</sup>, mais c'est variable en fonction des cultures et des modes d'irrigation. Le coût de l'eau dans la production maraîchère représente environ 12% des coûts de production (hors main-d'œuvre) dans le canton de Genève avec un prix moyen de CHF 1.40/m<sup>3</sup>. Il s'agit d'un tarif agricole hors taxe d'épuration, et variable selon les parcelles et le débit des compteurs. A Genève, une ferme ne paie donc pas toute son eau au même prix. D'un canton à l'autre non plus, puisque les prix peuvent varier de CHF 0.60 à plus CHF 3.00 par m<sup>3</sup>.

L'eau n'est donc pas seulement un enjeu agronomique mais également un enjeu économique vital pour ces secteurs directement touchés. Par ailleurs, l'agriculture ne consomme à Genève que 2% du volume d'eau global.

**DES MESURES D'URGENCE.** Après les demandes formulées par Agri Genève et avec un vote à l'unanimité du Grand Conseil, l'Etat de Genève a octroyé en 2022 un dédommagement de 1,6 millions de francs pour les pertes de fourrages estimées, ainsi qu'un abattement de 50% sur le surcoût pour l'eau d'irrigation. Ces deux mesures d'urgence étaient destinées à limiter les pertes dues à la sécheresse et à permettre un accès un peu plus avantageux à l'eau pour l'agriculture paysanne, pour sa mission de production alimentaire.

Cette situation tendue est cependant en passe de devenir normale et des mesures de prévoyance et de gestion à moyen et à long terme doivent être instaurées pour faire face à cette évolution. Sans action concrète à ce niveau, c'est une grande partie de la production cantonale qui est mise en péril. L'agriculture est déjà sous pression économique constante avec des prix qui ne permettent pas une rémunération équitable des producteurs et productrices. Genève a les conditions salariales les moins mauvaises de Suisse et les coûts de production ont tous augmenté, alors que la pression sur les prix à la production continue. De ce point de vue là, une revalorisation de la production est indispensable pour garantir la pérennité de la production. En production biologique, la situation est encore plus difficile puisque la demande s'est contractée avec l'inflation et que les prix à la production sont sous très forte pression.

**LES PERSPECTIVES D'ACTION.** En automne 2022 une motion a été déposée au Grand Conseil genevois par Jacques Blondin (Le Centre) afin de mettre en place un plan d'action pour garantir un accès à l'eau pour l'agriculture. A Genève, les réserves d'eau sont importantes avec le lac et la présence de nappes. L'utilisation d'eau potable traitée ne paraît pas la solution la plus sensée. Il est donc proposé de mettre sur pied des syndicats d'eau avec des droits de pompage dans les nappes et rivières. Ces syndicats doivent être encadrés par un règlement qui permet un accès non discriminant et non excluant à toutes les structures agricoles. Dans le mode de financement, il devra être tenu compte de cette condition, car il s'agit d'un bien public. Il a été également demandé de planifier la construction d'un réseau cantonal secondaire de distribution d'eau non traitée, les voiries et municipalités pourraient également y trouver un intérêt. Par ailleurs, il s'agit de soutenir l'agriculture dans les recherches de production et de techniques alternatives moins gourmandes en

eau. Il est certainement également important de réfléchir à l'évolution du type de production, de l'équilibre entre élevage, production arboricole et production végétale, des espèces et variétés végétales adaptées. Cela va même jusqu'à la réflexion sur l'influence de ces projections de changements climatiques sur l'évolution du contenu de nos assiettes.

**DES ÉTUDES MANDATÉES PAR L'ÉTAT** permettent de conclure que ces propositions sont intéressantes pour certaines zones du canton, concentrant des besoins importants et des réserves potentiellement utilisables. Les prochaines étapes vont porter sur l'organisation du portage et du financement de ces projets. Il apparaît que pour obtenir un prix de l'eau raisonnable, il est essentiel de trouver des partenaires (communes) et des opportunités d'aménagement pour cofinancer ces installations. A l'initiative de l'Office cantonal de l'Eau et pour concrétiser la motion évoquée plus haut, une plateforme destinée à faciliter le développement de projets permettant d'accroître l'usage de l'eau par l'agriculture genevoise a été mise en place. Cette plateforme regroupe les services de l'Etat concernés, l'entreprise de distribution publique d'eau et des représentant-e-s de l'agriculture.

**LA QUESTION DU PRIX DE L'EAU**, bien public ancré constitutionnellement, reste donc forcément politique, puisqu'elle concerne la pérennité d'une production alimentaire locale ainsi que le prix de cette alimentation. Le choix de la rentabilité d'un réseau secondaire pour l'usage agricole est également de nature politique et doit s'inscrire dans une réflexion globale de la gestion de l'eau.

Cet exemple de recherche de solutions n'est pas nécessairement adapté à l'ensemble du territoire national, car chaque région ou canton présente des caractéristiques propres, et les besoins en eau pour l'agriculture ne sont pas identiques partout. Certaines zones sont encore très bien arrosées, d'autres moins. Il en ressort surtout que c'est bien au niveau régional, et en intégrant tous les partenaires concernés, que les solutions les plus efficaces pourront être appliquées. Dans ce domaine, une chose est cependant universelle: il n'y a pas une seconde à perdre. •

## BILAN DE LA PREMIÈRE VOLÉE DE LA FORMATION F.A.M.E. 2021-2023

Où en sommes-nous après les deux premières années de formation? Alors ici sur la photo (p.2), nous sommes en visite au Potager des Lentillières à Dijon, lors de notre week-end de fin d'études. Notre volée comptait 25 personnes au départ. Parmi elles, 19 ont achevé leur formation en mars 2023. Actuellement, 13 d'entre nous travaillent dans des exploitations maraîchères et la plupart des autres personnes maintiennent également un lien étroit avec l'agriculture.

**POUR LES PERSONNES QUI AVAIENT REÇU UNE FORMATION THÉORIQUE** avant de participer à la F.A.M.E., l'orientation pratique de la formation a permis de développer des compétences pratiques indispensables dans la culture maraîchère. Charlotte, ingénieure environnementale et maraîchère chez plankton, raconte: "Ce que j'ai appris pendant la formation autogérée, c'est surtout beaucoup de pratiques maraîchères qui contribuent à structurer le sol. Du travail du sol en douceur, où l'on ne fait que ce qui est nécessaire et où l'on ne retourne que la partie supérieure du sol si possible, à l'importance des allées enherbées, des sous-semis, des engrais verts et des prairies artificielles bisannuelles, en passant par les dates de coupe pour le paillage, l'épandage du paillage et l'effet nutritif selon le matériau. J'ai aussi beaucoup appris sur la gestion des cultures sous tunnel, les différents systèmes de fertilisation, la planification et la rotation des cultures ainsi que sur l'économie d'entreprise et le droit foncier rural".

**LES PERSONNES QUI TRAVAILLAIENT DÉJÀ DANS LA CULTURE MARAÎCHÈRE** avant le début de la formation ont poursuivi leur activité et ont parfois introduit de nouvelles techniques qu'elles avaient apprises soit en cours, soit lors de visites d'exploitations. Kinn de la Ferme du Joran explique: "F.A.M.E. n'a pas radicalement changé ma pratique, mais la formation a soutenu une partie des décisions techniques prises depuis. J'ai une meilleure compréhension agronomique, écologique

et technique de la culture maraîchère. Cela me permet d'interpréter mon activité de manière plus précise. Cela m'a aussi conforté dans l'idée de continuer à maintenir le lien avec les personnes et les structures qui pratiquent, de continuer à échanger et de ne pas rester seul dans son activité". Christian, qui travaille à la Solawi Halde, confirme: "F.A.M.E. m'a permis de réviser et d'approfondir des sujets que je ne connaissais que superficiellement. La formation me donne de l'assurance pour le maraîchage. [...] J'ai appris de nouvelles méthodes que j'utilise maintenant. Grâce à F.A.M.E., j'ai découvert de nouvelles exploitations maraîchères et de nouvelles personnes".

**LES PERSONNES QUI ONT COMMENCÉ À TRAVAILLER DE MANIÈRE PERMANENTE** à la fin de leur formation sont confrontées non seulement aux défis liés à la culture des légumes, mais aussi aux conditions économiques assez difficiles pour les produits biologiques. Nora, qui travaille pour la coopérative Feldmoos, explique par exemple: "Je me sens définitivement plus qualifiée qu'avant, non pas que le travail quotidien ne puisse pas être exigeant ou trop exigeant, je pense que cela fait partie de l'agriculture. Mais en principe, je pense que la ferme où je travaille manque pour l'instant plus d'infrastructure et d'argent que d'expérience ou de connaissances des maraîcher-ères".

**HEUREUSEMENT, DANS LA PLUPART DES FERMES**, le travail d'équipe permet de travailler plus efficacement et d'apprendre les uns des autres. Nora raconte: "J'ai aussi la chance de partager la responsabilité de la culture maraîchère avec une amie. C'est agréable, nous pouvons ainsi nous concerter et prendre des décisions ensemble. Ensemble, nous sommes tout simplement plus polyvalentes et flexibles, ce que j'apprécie beaucoup, surtout quand on pense à quel point cela peut être restrictif pour une seule personne. Nous essayons de mettre en pratique une grande partie de la théorie des séminaires F.A.M.E. chaque fois que c'est possible. Et nous pouvons toujours demander conseil à d'autres personnes de notre volée ou de notre réseau - je pense d'ailleurs que c'est l'une des plus grandes forces de F.A.M.E.: Les échanges et les nom-

breuses visites que nous avons faites pendant la formation nous donnent des idées sur la manière de développer notre projet".

**OUTRE L'ACHÈVEMENT DE LA FORMATION DES 19 PREMIERS ÉCO-MARAÎCHER-ÈRES**, les deux années de formation collective de F.A.M.E. ont également permis de poser des bases solides pour l'avenir. Nous avons créé une large base de matériel pédagogique, un réseau de places d'apprentissage et de nombreuses structures organisationnelles qui peuvent maintenant être améliorées encore et toujours.

**POUR FINIR, NOUS AIMERIONS VOUS DONNER QUELQUES NOUVELLES DE LA DEUXIÈME VOLÉE.** Ils sont 23 et le bilinguisme est toujours représenté dans le groupe. Ils sont aussi un peu répartis dans toute la Suisse, avec des points forts à Berne, Bâle et Zurich (merci à Timon du GT Communication pour les informations). Vous pouvez les soutenir de différentes manières. Par exemple, en accueillant un séminaire de formation, en offrant une place de stage ou encore en faisant un don (contact: info@gemuesebaulernen.ch). •

**F.A.M.E. C'EST QUOI?** La Formation Autogérée de Maraîchage Ecologique est une formation bilingue français/allemand qui dure 2 ans et demi. F.A.M.E. est la seule formation en Suisse qui combine théorie et pratique sur le thème du maraîchage écologique.

**Année de création:** 2021, nouvelle volée tous les deux ans

**Contenu:**

- Pratique: chaque année minimum 60% de travail dans une exploitation maraîchère bio et diversifiée
- Théorie: 10 séminaires de 5 jours répartis sur deux hivers
- Organisation: les participant-es sont également des organisateur-ices de la formation

# TÉMOIGNAGE: POUR L'EAU ET POUR LA VIE, MEXIQUE

COLLECTIF LES VAGUES DE LA RÉVOLTE

**A**u Mexique, qui a subi en 2021 la pire sécheresse depuis 30 ans et la désertification de terres cultivées, plusieurs Etats sont soumis à un fort "stress hydrique", dont l'Etat de Puebla, où se situe une ville que l'on pronostique comme étant l'une des premières villes du pays qui n'aura plus d'eau à disposition.

**DANS CET ETAT, AU PIED DU VOLCAN IZTACCIHUATL**, Nestlé prélève, chaque jour depuis 26 ans, un million de litres d'eau. Le volume annuel extrait par Nestlé à Tlahuapan équivaut à la consommation de 90'000 habitants. Quatre communautés locales souffrent de pénurie d'eau. Nestlé y paie un impôt symbolique et n'emploie que 200 habitants. L'entreprise n'a pas réalisé les travaux d'intérêt public auxquels elle s'était engagée, et ne respecte pas ses promesses de reforestation autour du volcan où l'eau est extraite. Le maire n'a pas accès aux chiffres exacts du volume prélevé.

**NESTLÉ SE DÉCERNE DES PRIX D'EXCELLENCE**, à travers des institutions qu'elle a elle-même créées, comme l'Alliance for Water Stewardship (AWS) ou Alliance pour la Bonne Gestion de l'Eau. En 2019 l'usine d'embouteillage de Nestlé située à Tlahuapan s'attribue ainsi la "première certification Gold" du Mexique et en 2022 cette même usine obtient la plus haute des certifications de l'AWS: la médaille de platine. Un prix qui devrait en fait revenir aux vrais protecteurs de l'eau, les peuples autochtones, organisés en Assemblée Nationale pour l'Eau et pour la Vie. Une alliance née de la lutte contre la multinationale française Danone, qui exploite et commercialise l'eau des communautés de la région des volcans. Depuis toujours, les peuples de cette région pratiquent l'agriculture paysanne et ont résisté pour maintenir un mode de vie traditionnel. Habitant un lieu riche en eaux souterraines, ils sont affectés par l'installation de complexes industriels: un gazoduc qui traverse trois états, des lignes de haute tension et des canalisations de décharges toxiques. Ils ont en outre souffert du pillage de millions de litres d'eau que l'entreprise Bonafont, filiale de Danone, y pompait chaque jour.

**A CHOLULA, BONAFONT A ASSÉCHÉ LES VILLAGES ALENTOURS.** Chaque jour, depuis 29 ans, avec la complicité du gouvernement, 1.8 millions de litres étaient mis en bouteille et revendus au prix de l'essence, alors que les populations aux alentours n'avaient plus d'eau. Cette activité a occasionné de graves dégâts sociaux, sanitaires et environnementaux. Elle a séché nos puits, nos rivières, nos lagunes et nos sources. Elle a détruit et contaminé la flore et la faune. Le 22 mars 2021, Journée mondiale de l'eau, avec notre alliance de plus de 20 peuples autochtones et d'organisations solidaires, nous nous sommes unis pour en finir avec le vol de notre eau, parce qu'aucune institution, aucun gouvernement n'avait envie de nous venir en aide. Alors nous l'avons fait nous-mêmes: nous avons occupé l'usine de Danone. Depuis l'occupation et jusqu'à aujourd'hui, plus une seule goutte d'eau ne sort de l'usine. Nous avons calculé que nous avons déjà sauvé plus d'1.2 milliards de litres d'eau. Ce chiffre va continuer d'augmenter, car nous n'allons pas permettre que cette entreprise remette les pieds sur notre territoire pour nous déposséder de notre eau. Nos nappes phréatiques ont commencé à se régénérer et l'eau est revenue dans nos communautés.

**MAIS LA SUREXPLOITATION DE L'EAU** avait déjà provoqué des dégâts irréversibles. Le 29 mai 2021, à 2 km de l'usine, la terre s'est effondrée en un trou mesurant d'abord 5 m de diamètre, 30 le jour suivant. Puis c'est devenu un gouffre toujours plus grand, qui a englouti une maison. Actuellement, le gouffre mesure 126 m de diamètre et 45 m de profondeur, et il augmente encore. Les études officielles ont déterminé que la cause en était l'extraction massive d'eau. Mais le gouvernement, pour protéger Bonafont, a occulté les investigations durant 5 mois, sans donner de réponse sérieuse. Alors nous, les peuples, nous avons décidé de trouver une solution à ce pillage et le 8 août 2021, anniversaire d'Emilia-

no Zapata, nous avons tenu un procès public contre tous les criminels de l'eau et de la vie. Résultat: ils ont été déclarés coupables à l'unanimité. C'est ainsi que nous sommes entrés dans les installations et que nous avons détruit tous les puits et les machines de mort, et sur ces ruines, nous avons édifié un espace de lutte et d'organisation: la maison du Peuple, Altepemelcalli, regroupe des services de santé, d'éducation, de justice, des médias communautaires, une bibliothèque, des espaces pour les femmes, d'art, de culture, des festivals de musique, des coopératives agricoles, des rencontres de rébellion et de résistance. Nous avons résolu nous-même les problèmes de nos communautés. En tant que peuple organisé, nous avons démontré que nous n'avions pas besoin d'un gouvernement corrompu ni du capital pour vivre.

**MAIS CETTE SITUATION N'ÉTAIT PAS DU GOÛT DES PATRONS** de Bonafont et du gouvernement. Le 15 février 2022, une opération massive de plus de 500 hommes de la garde nationale, de la police municipale et de l'Etat, a évacué les peuples en résistance. Dans le même temps, la loi sur la privatisation de l'eau est votée. Elle donne des prérogatives aux groupes privés pour s'arroger des sources, y compris en utilisant des infrastructures publiques, financées donc par les personnes qui se verront dépossédées de leurs sources. Après cette action, nous avons organisé une caravane pour l'eau et la vie, qui a traversé 9 Etats en 34 jours. Nous avons entendu les luttes de chacun des peuples visités et nous sommes arrivés à la conclusion que le capitalisme est responsable de nos douleurs. Nous devons nous unir pour le vaincre. Notre futur en tant qu'espèce humaine en dépend. En coordination avec d'autres peuples, l'Assemblée pour l'Eau et pour la Vie a été créée, réunissant les peuples autochtones au niveau national, pour discuter de la stratégie à suivre, prendre des décisions et mettre en œuvre dans nos communautés les actions prévues. L'Assemblée fait partie du Congrès National Indigène CNI, pour renforcer notre lutte pour l'eau, le territoire et la vie.

**CETTE ASSEMBLÉE A STATUÉ PREMIÈREMENT** que cette crise de l'eau est en réalité une guerre d'extermination, qu'elle fait partie d'une volonté globale de mettre fin à l'autonomie des peuples autochtones. Deuxièmement, elle a établi la libre détermination des communautés pour la gestion de leur eau, car nous avons les forces et les formes d'organisation, nous savons administrer et prendre soin de notre eau comme nous l'avons toujours fait. Troisièmement, que la crise de l'eau sera d'autant plus tragique dans les zones urbaines et qu'en conséquence il faut élargir la lutte à l'ensemble du pays. Elle appelle chacun-e à rejoindre des assemblées pour faire reconnaître l'eau comme un besoin de base de l'humanité et appelle en particulier à lutter contre les multinationales qui pillent nos eaux.

**IL EST CLAIR QUE LE PEUPLE SE SOULÈVE** et met en place des actions de plus en plus coordonnées. Cette grave crise de l'eau est mondiale. Nous considérons que nous subissons toutes la violence de cette guerre capitaliste, à différentes échelles, au travail, au niveau des ressources naturelles, de l'eau et de la terre. La résistance doit être intégrale avec des organisations, des réseaux de soutien, des gens qui dénoncent, des mobilisations, et avec une démarche juridique aussi, parce qu'en face, c'est un système économique qui est prêt à tout pour soumettre les gens. Sachez que sur le territoire millénaire de la région Cholulteca des volcans, vous avez des camarades en rébellion et résistance. Nous lançons un appel: "A tous ceux qui luttent et défendent la vie, rejoignez ces actions communes, embrassez notre sœur l'eau, laissez-nous nous connecter à travers ses canaux, afin de continuer à construire les mondes possibles dont nous rêvons...". •

# RÉVOLTE EN MARCHÉ !

COLLECTIF LES VAGUES DE LA RÉVOLTE

**R**etour sur une première action militante contre les abus pratiqués par Nestlé dans la consommation d'eau. Une manifestation pacifique et très engagée contre une industrie délétère et inhumaine.

**Les Vagues de la Révolte se réjouissent de la participation de 300 personnes au Festival de l'eau le samedi 14 octobre dernier à Vevey.** Une vingtaine de collectifs ont apporté leur soutien à cette journée de débats et d'engagement contre la privatisation de l'eau, à l'heure où le réchauffement climatique menace l'approvisionnement en eau et que la limite planétaire du cycle de l'eau douce "verte" (l'humidité du sol, l'évaporation par les plantes, la pluie ainsi générée) est déjà franchie. On constate une détérioration généralisée du cycle terrestre de l'eau douce.

La journée a débuté avec un premier temps de prises de parole devant l'Alimentarium de Vevey, l'ancien siège de Nestlé qui a été transformé en musée sur l'alimentation et la promotion de leurs produits.

Le contenu des discours a été riche et de nombreuses thématiques ont été abordées, de l'épuisement de l'eau par des pratiques prédatrices aux témoignages de personnes en lutte à travers le monde pour préserver leurs ressources en eau. Les liens entre le gouvernement suisse, notamment la DDC (Direction du développement et de la coopération) et le DFAE (Département fédéral des affaires étrangères), avec les multinationales prédatrices comme Nestlé, ont été dénoncés. L'accent a également été mis sur l'importance de sortir de ce modèle économique qui licencie les travailleur-euses après avoir épuisé les ressources en eau: la protection de l'eau doit se faire main dans la main avec la protection des travailleur-euses.

**LORS D'UNE INTERVENTION SURPRISE**, un appel a été lancé pour rejoindre une action proposée par Grondements des Terres, dont les militantes ont débarqué en voilier et ont investi le siège de Nestlé. Leur action visait à donner de la visibilité aux deux revendications des Vagues de la révolte: la fin des accords entre Nestlé et le gouvernement suisse (DDC), et l'arrêt de la mise en bouteille de l'eau à des fins commerciales. Les militantes ont tenté de négocier, par téléphone, avec le PDG de Nestlé afin d'obtenir le droit d'animer une Assemblée sur l'eau dans l'enceinte de la multinationale. L'ambiance festive, notamment grâce aux chorales anarchistes et révolutionnaires et aux percussions présentes, n'a malheureusement pas suffi à convaincre le PDG, qui a refusé cette entrée sur son territoire.

**LES MANIFESTANT-ES SONT DONC RETOURNÉES JOYEUSEMENT** le long du lac et ont lancé l'Assemblée en ville. Celle-ci avait pour but d'approfondir les différentes thématiques abordées lors des prises de paroles et d'envisager des leviers et pistes possibles pour la suite de la lutte contre la privatisation de l'eau. Un groupe a ainsi discuté sur l'application de la législation suisse concernant la protection des communs et sur leur gestion dans l'intérêt général. Un autre a regretté le silence des ONGs suisses au sujet la collaboration de la DDC avec Nestlé dans la promotion d'un modèle de gestion privée de l'eau dans le monde. Les réflexions d'autres groupes portaient sur la nécessité de créer des liens entre les luttes syndicales et celles de l'environnement ou encore sur un projet d'interdire l'embouteillage de l'eau potable.

**CETTE ACTION EST LA PREMIÈRE D'UNE LONGUE SÉRIE:** les Vagues et leurs alliés vont continuer à déjouer les plans de Nestlé, et se battre contre la privatisation et l'accaparement de l'eau à des fins industrielles, énergétiques, d'agriculture intensive et dans le cadre de l'industrie du tourisme. Parmi les projets en cours, nous nous réjouissons du lancement de la Coalition Stop Embouteillage (stop-embouteillage.gogocarto.fr) dans les prochains mois. •

# BILAN DE NOTRE CAMPAGNE POUR DES PRIX ÉQUITABLES

KATHARINA SCHATTON ALBERTO SILVA  
SECRÉTAIRE D'UNITERRE SECRÉTAIRE D'UNITERRE ET MARAÎCHER

Lancée en août, notre campagne "Des prix équitables, maintenant!" est arrivée à son terme début novembre. Il est l'heure de tirer le bilan de ces trois mois intenses.

Le lancement officiel a eu lieu le 17 août dernier sur la Place fédérale à Berne. Environ 150 personnes étaient présentes pour assister à une action scénique pendant laquelle des paysannes d'Uniterre se faisaient littéralement écraser par un rouleau compresseur géant. Après cela, différentes intervenant-es ont pris la parole pour exiger l'interdiction des pratiques commerciales déloyales de la grande distribution, une plus grande transparence au sein des filières et, évidemment, des prix équitables couvrant les coûts de production. Nos affiches de campagne – avec comme slogan "Les paysannes se font rouler dans la farine" – ont été dévoilées ce jour-là. Jusqu'à la fin de la campagne, nous avons sillonné la Suisse tant romande qu'alsacienne, et même le Tessin.

## RETOUR SUR LES ACTIONS ET ÉVÉNEMENTS MENÉS

**7 septembre:** "Un journalisme qui fait son effet: les marges des grands distributeurs sous la loupe", Berne

Sandra Pernet, journaliste au Temps et auteure d'une enquête sur les marges des deux géants orange sur les produits laitiers, est venue nous parler de l'importance et des difficultés du travail de journaliste d'investigation pour dévoiler les éléments cachés du secret commercial.

**21 septembre:** action devant ELSA, Estavayer-le-Lac

Nous étions une trentaine de personnes devant les locaux du transformateur laitier de Migros pour dénoncer la baisse du prix du lait pour les producteur-rices d'ELSA. Notre action a permis de mettre en avant symboliquement le déséquilibre existant dans les marchés agricoles.

**30 septembre:** Manif Climat, Berne

Cette année, à l'occasion de la Manif pour le Climat – qui a rassemblé 60'000 personnes – un bloc agricole a été organisé. Nous avons eu l'opportunité de prononcer un discours sur la Place fédérale pour mettre en avant la résilience de l'agriculture paysanne face aux bouleversements climatiques.

**12 octobre:** "La filière du blé: l'agriculture paysanne face à l'agroindustrie", Genève

Discussion autour de l'agriculture paysanne et des formes de résistance au système industriel, entre un membre du collectif ayant écrit le livre "Notre pain est politique", un artisan-semencier de Genève et notre secrétaire Rudi Berli.

**14 octobre:** "Prix équitables et commercialisation directe dans l'agriculture", Wallenbuch (TaPatate)

Échange et réseautage entre fermes et consommateur-rices sur les prix équitables dans la vente directe, les stratégies d'entraide et de communication ainsi que sur des projets de plateforme en ligne de vente directe.

**19 octobre:** "Faciliter la transition agroécologique avec la UNDROP", Berne

Table-ronde sur la manière d'utiliser la UNDROP dans la transition agroécologique et nos luttes aux quotidiens pour le renforcement des droits paysans. Organisée par la coalition "Friends of the Declaration".

**22 octobre:** rencontre au Tessin (Seminterra)

Petit détour par le Sud des Alpes pour rencontrer la coopérative Seminterra, dans le but de développer de nouvelles dynamiques et luttes communes. Une section tessinoise d'Uniterre est en cours de développement!

**26 octobre:** remise du prix "Politique de l'autruche" à Coop, Bâle

Une poignée de militant-es était présente devant les locaux de la direction générale de Coop pour leur remettre un prix afin de dénoncer leurs mensonges publicitaires et leurs marges démesurées. Le prix a été accepté par la responsable du développement durable et de la politique économique.

**28 octobre:** action de sensibilisation, Fribourg

Dénoncer les marges exagérées de la grande distribution: une douzaine de militant-es a distribué des carottes (qu'elles

coupaient au tiers pour symboliser le faible revenu paysan) aux passant-es dans différents lieux de la ville de Fribourg, pour les sensibiliser sur les marges de la grande distribution.

**2 novembre:** "Vers un blé équitable?", Fribourg

Lors de cet événement de clôture, nous avons passé en revue la campagne et ses meilleurs moments. Romain Beuret, producteur de blé bio et président adjoint du groupe spécialisé grandes cultures (BioSuisse), nous a présenté une vue d'ensemble sur le secteur du blé panifiable et sur le système de négociation des prix indicatifs. Nous avons ensuite donné la parole à deux porteurs de projet concret pour une filière équitable dans le secteur des céréales panifiables: Kurt Zimmermann (ProGana) et Lionel Avanthy (Laudato Si'). Uniterre soutient ce projet.

**SUCCÈS INTERMÉDIAIRE** pour plus de transparence dans les filières agro-alimentaires! La Commission de l'Economie et des Redevances du Conseil national a débattu fin octobre des deux initiatives parlementaires dont nous avons participé à la rédaction (voir notre édition d'octobre 2022). Une belle victoire est donc venue accompagner la fin de notre campagne: l'initiative d'Isabelle Pasquier-Eichenberger, demandant un renforcement des tâches de l'observatoire des prix pour plus de transparence, a été acceptée par une grande majorité de la commission. Elle est maintenant envoyée à la Commission du Conseil des États. En revanche, l'initiative de Valentine Python pour un organe de médiation indépendant et anonyme n'a pas été admise. Un tel organe serait pourtant essentiel pour mettre un terme aux pratiques commerciales déloyales, comme par exemple l'achat en dessous des coûts de production. Un immense merci à Isabelle Pasquier-Eichenberger et Valentine Python pour cette belle collaboration et leur engagement pour un système agro-alimentaire véritablement durable!

**LA CAMPAGNE EST FINIE, MAIS LA LUTTE CONTINUE!** Tout au long de la campagne, nous avons bénéficié d'une bonne couverture médiatique, qui a permis de maintenir la pression sur la grande distribution, très sensible au potentiel dégat d'image. Nous avons donc épinglé Coop, Migros mais aussi Aldi. Grâce à cette visibilité médiatique – toute relative quand même – nous sommes perçus comme une organisation, la seule peut-être, qui défend véritablement la cause paysanne, en particulier sur la question des prix équitables.

**La campagne est finie, certes, mais la défense des prix équitables nous occupera encore longtemps. Nous ne lâcherons jamais l'affaire:** si nous ne poursuivons pas cette lutte, qui le fera? Nous regrettons surtout ne pas avoir eu le soutien de l'ensemble des organisations paysannes. Cela aurait été l'occasion de former un front uni et fort sur la question essentielle d'une meilleure rémunération du métier de paysan et paysanne. Avec cette campagne, nous avons pu mener des discussions riches, à la fois avec les producteur-rices, mais aussi avec les consommateur-rices. Des deux côtés, nous ressentons une forte colère et le sentiment désagréable de se faire rouler dans la farine par la grande distribution. La lutte continue et nous aurons besoin d'un maximum de voix!

La campagne prend fin, mais nos revendications demeurent! N'hésitez pas à commander un panneau, si vous ne l'avez pas déjà fait, et continuez d'afficher nos objectifs dans vos fermes!

Commande auprès d'Alberto Silva: [a.silva@uniterre.ch](mailto:a.silva@uniterre.ch) •



PLUS D'INFORMATIONS:  
[www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch)

# NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE AIDE !

## CHER.ÈRES MEMBRES D'UNITERRE,

L'année 2023 est bientôt finie, mais nos difficultés financières demeurent: 45'000 francs nous manquent pour clôturer l'année.

La réalité est rude: alors que notre légitimité est de plus en plus reconnue – notre campagne pour des prix équitables a été bien médiatisée – pas un mois ne passe sans que l'on parle des marges scandaleuses de la grande distribution. Le besoin de transparence au sein des filières est sur les lèvres de toutes les organisations: Fédération Romande des Consommateurs, Union Suisse des Paysans, défense professionnelle mais aussi partis politiques. Nous sommes fiers d'avoir pu ainsi thématiser cette situation scandaleuse, et nous devons absolument poursuivre la lutte.

Nous avons également mis sur pied cette année un très beau projet concernant l'accès à la terre. Son but: faciliter l'accès à la terre pour les personnes non issues du milieu paysan. Ce projet rencontre un énorme succès: à chaque événement organisé, nous enregistrons une très belle participation!

Nous avons aussi accueilli plus de 80 nouveaux membres au sein de notre organisation depuis le mois de janvier, preuve que nous avons un vrai rôle à jouer!

Et pourtant, nos rentrées d'argent ne nous permettent pas de

nous en sortir, malgré cette entrée importante de nouveaux membres, et malgré une gestion rigoureuse de nos dépenses. En effet, le budget d'Uniterre, c'est avant tout la cotisation volontaire de nos membres.

**Alors aujourd'hui, on en appelle à votre générosité pour pouvoir continuer notre travail, que nous estimons très important!**

UNITERRE est reconnu d'utilité publique par les autorités fiscales du Canton de Vaud. Vous pourrez déduire de vos impôts tous vos dons à Uniterre.

Merci beaucoup de votre soutien et de votre confiance.

Le bureau: Claude, Katharina, Alberto, Ulrike, Vanessa, Rudi, Eline, Berthe et le président Maurus. •

### Maurus Gerber, Président:

maurus.gerber@bluewin.ch, Tel. 081 864 70 22

### Philippe Reichenbach, Vice-Président:

boisdarbre1971@gmail.com, Tel. 079 640 89 63

## AGENDA

### 22 janvier 2024, à la FHNW, Muttenz (BL), 9-18h

Partage et échange sur les différentes initiatives. L'atelier se tiendra en français et allemand (traduction simultanée). Pour plus d'informations et pour vous inscrire: [contact@agrarinformat.ch](mailto:contact@agrarinformat.ch) / [www.agrarinformat.ch](http://www.agrarinformat.ch)

### 5 avril Assemblée générale 2024

Notre assemblée générale ordinaire se tiendra le 5 avril 2024, en journée (environ 10h00-15h00).

A cet effet, nous recherchons un local, au sein d'une ferme, en mesure d'accueillir une quarantaine de personnes. Il faudrait que ce local soit chauffé, ou en tout cas bien abrité. Si vous disposez d'un tel lieu chez vous, ou en connaissez un, merci de nous contacter ici: [Vanessa Renfer, v.renfer@uniterre.ch](mailto:Vanessa.Renfer@uniterre.ch)

### 17 avril 2024 - Journée des luttes paysannes

Nous organiserons une grande action en Suisse alémanique, alors bloquez déjà la date dans vos agendas, nous reviendrons vers vous avec plus d'infos très prochainement!

### Agenda complet sur notre site

[www.uniterre.ch/agenda/](http://www.uniterre.ch/agenda/)

## LES SECTIONS D'UNITERRE

**Neuchâtel** Philippe Reichenbach 079 640 89 63

**Genève** Ruedi Berli 078 707 78 83

**Fribourg** contact: Bureau Uniterre

**Vaud** André Muller 021 652 75 50

**Jura/Jura bernois** Christine Gerber 032 484 02 41

**Chablais** Pierre Moreillon 024 499 21 17

**Valais** contact: Bureau Uniterre

**Deutschschweiz** Katharina Schatton 078 740 17 89

### 15 décembre, 10h à Bienne

Prochaine réunion du comité Uniterre

## IMPRESSUM

### Secrétariat / Publicité

Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne, 021 601 74 67 [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch) [info@uniterre.ch](mailto:info@uniterre.ch)

### Rédaction

Ulrike Minkner, [u.minkner@uniterre.ch](mailto:u.minkner@uniterre.ch)  
Alberto Silva, [a.silva@uniterre.ch](mailto:a.silva@uniterre.ch)

### Editeur, Abonnements et changements d'adresse

Claude Mudry, [c.mudry@uniterre.ch](mailto:c.mudry@uniterre.ch)  
Syndicat Uniterre, Bellevaux 50, 2518 Nods

### Traductions

Bureau Uniterre

### Photographies / Images


Eric Roset 1,2  
F.A.M.E. 2  
Bureau Uniterre 2,4,7

### Edition photographies / images

Markus Schönholzer

### Imprimerie

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs  
1450 Sainte-Croix, 024 454 11 26  
Imprimé sur papier certifié FSC-Mix.

<b>Récépissé</b> Compte / Payable à CH23 8080 8002 5119 3914 1 Uniterre Grammont 9 2518 Lausanne Référence RF21 DONTS Payable par (nom/adresse) Monnaie Montant CHF Point de dépôt	<b>Section paiement</b>  Monnaie Montant CHF	<b>Compte / Payable à</b> CH23 8080 8002 5119 3914 1 Uniterre Grammont 9 2518 Lausanne Référence RF21 DONTS Informations supplémentaires Un grand merci pour votre don Payable par (nom/adresse)
---	--	---

**LE COURRIER**

**Votre abonnement, la garantie d'un média indépendant**

**Essai Web 2 mois: CHF 19.-**

[www.lecourrier.ch](http://www.lecourrier.ch)

## APPEL À PARTICIPATION

Nous recherchons des membres qui auraient un peu de temps à consacrer à la rédaction de prises de position sur différents sujets. Nous estimons en effet important qu'Uniterre dispose de documents de référence sur lesquels s'appuyer lorsque nous sommes appelés à nous exprimer publiquement. Dans un premier temps, nous souhaitons nous pencher sur les thématiques suivantes:

- Elevage
- Loup
- Biodiversité

Ce travail sera effectué par le bureau, sous la direction du comité, mais il est fondamental que les membres puissent apporter leur point de vue et leurs expériences. Les prises de position seront présentées et validées lors de l'AG du 5 avril prochain.

Intéressé-e? Alors prenez contact avec Vanessa Renfer: [v.renfer@uniterre.ch](mailto:v.renfer@uniterre.ch)

Uniterre Crésus  
Crésus Comptabilité Crésus Salaires Crésus Facturation